

---

## Manifeste pour une voie nouvelle

*Refonder l'action de l'Etat et sa relation au citoyen*

---

## نداء لمسار جديد للجزائر

لبناء حوكمة حديثة و علاقة جديدة بين الدولة و المواطن

---

# L'APPEL

Afin que l'Algérie retrouve l'ambition de développement et l'audace perdues.

Afin que l'Etat retrouve sa crédibilité. Que les institutions soient renforcées.

Afin de réduire le fossé entre l'Etat et la société. De rétablir la confiance rompue.

Afin de fortifier la cohésion sociale et la citoyenneté.

Afin de s'émanciper de notre dépendance à une rente incertaine et épuisable.

Afin de bâtir l'avenir sur un nouvel élan. Sur des fondations plus sûres et plus durables.

**Nous lançons un appel pour changer profondément d'approche dans l'action de l'Etat, dans sa relation au citoyen, et pour l'édification d'un Etat de *DROITS* qui soit...**

... ***Détaché*** de la rente ;

... ***Redevable*** envers la société ;

... ***Ouvert*** au changement ;

... ***Inclusif*** des citoyens dans ses décisions ;

... ***Transparent*** dans ses actions ;

... ***Stratège*** dans ses ambitions.

Le moment est venu pour l'Etat de changer de voie. Retarder ce virage, c'est choisir de perpétuer une voie risquée pour le pays. Il en va de sa stabilité, de sa cohésion sociale et de notre avenir commun.

Le citoyen devra aussi prendre la mesure de ce nouveau contrat social, en acceptant de jouer son rôle dans cette nouvelle relation à l'Etat, au travers notamment d'une société civile responsable et impliquée.

Cette voie à laquelle nous appelons ouvrira une ère de renouveau de la gouvernance publique. Une ère d'efforts collectifs pour gagner la bataille du développement et celle de l'indépendance à la rente.

## POURQUOI ?

### *Parce que l'urgence d'entamer une nouvelle voie l'exige...*

Ne nions pas l'évidence : notre modèle de développement économique et social repose entièrement sur les hydrocarbures. L'amélioration de notre niveau de vie, le niveau des transferts sociaux, les investissements en infrastructures et l'accès étendu aux services publics sont de réels progrès. Mais ils restent totalement dépendants de cette richesse passagère que nous offre notre sous-sol.

Ce modèle est menacé. L'évolution imprévisible des prix des hydrocarbures, la montée en puissance de nouveaux pays producteurs et les incertitudes sur notre potentiel de production et d'exportation d'énergie, rendent très probable une prochaine crise profonde si nous ne changeons pas de cap.

Arrêtons de bâtir l'avenir du pays sur l'espoir de marchés d'hydrocarbures qui nous seraient favorables, sur ce que pourrait nous réserver notre sous-sol ou sur l'illusion d'une rente encore renouvelable pendant des décennies. Compter sur la rente revient à perpétuer les causes profondes de notre sous-développement. Spéculer sur son devenir et espérer qu'elle sera encore longtemps à nos côtés revient à faire dépendre l'avenir de l'Algérie de l'issue risquée d'un « jeu de dés ».

Il ne s'agit pas juste d'un impératif de diversification économique. L'urgence est aussi dictée par cette échéance inévitable qui se rapproche, où cette rente ne suffira plus à soutenir et développer notre modèle social de redistribution, de services publics pour tous et de justice sociale.

### *Parce que le fossé entre l'Etat et le citoyen et la confiance rompue minent toute ambition de développement...*

Le besoin de changer d'approche provient aussi des demandes pressantes des citoyens envers un Etat qui ne répond pas à leurs attentes. Un Etat peu à l'écoute de la société car peu redevable, et trop habitué à compter systématiquement sur sa rente pour pallier les insuffisances.

Malgré des réalisations indéniables, malgré des montants colossaux d'investissements publics et des transferts sociaux généreux mais mal ciblés, rien n'arrive à réduire le fossé créé entre l'Etat et le citoyen, ni à rétablir une confiance rompue de longue date.

Ce constat nous commande de changer fondamentalement d'approche dans l'action de l'Etat, et dans sa relation au citoyen. Il est urgent de changer de voie pour rétablir la confiance, pour refonder le contrat social qui nous unit et pour reconstruire le lien entre l'Etat et les citoyens. Ce lien essentiel a malheureusement été perverti par la rente et la mauvaise gouvernance.

## **Parce que changer de cap requiert d'agir sur les racines de nos échecs passés...**

La rente a généré de profonds travers dans le fonctionnement de l'Etat. La mauvaise gouvernance trouve sa source dans l'abondance de ressources rentières. Elles permettent de masquer nos échecs et de les reproduire. Elles rendent possibles des choix de politique publique néfastes au développement.

Le temps de la dépense à tout va, qui retarde les réformes en confortant l'immobilisme, doit cesser.

Le temps des rentes indues, des non-choix pour satisfaire des objectifs populistes, doit cesser.

Le temps où l'action de l'Etat n'est mesurée qu'en termes de milliards de DA dépensés, sans aucune indication d'efficacité, de performance et d'impact, doit cesser.

Le temps où les citoyens et les organisations de la société civile ne peuvent se structurer et ne peuvent accéder librement à l'information pour évaluer l'action de l'Etat et le rendre redevable, doit cesser.

Le temps où l'Etat conçoit et met en œuvre les politiques publiques dans l'opacité, sans consultation ni échange, sans évaluation indépendante, et sans remise en question constructive, doit cesser.

Le temps est venu d'éliminer les travers que la rente a générés dans notre Etat et dans notre société.

# COMMENT ?

En s'engageant collectivement dans un nouveau contrat social entre l'Etat et la société. En empruntant une nouvelle voie faite de six ruptures fondamentales pour refonder la gouvernance publique.

## **Six ruptures d'approche de la chose publique pour bâtir un Etat de DROITS qui soit...**

### **Détaché de la rente**

Afin de rompre avec les dérives rentières induites par cette richesse éphémère :

*... en réduisant la dépendance de l'Etat aux recettes d'hydrocarbures. En coupant progressivement ce "cordon" budgétaire, et en le remplaçant au cours des ans par de nouvelles sources d'impôts—notamment locaux—qui permettront de renouveler le lien entre l'Etat et les citoyens-contribuables ;*

*... en éliminant les situations de rentes économiques et celles d'avantages indus ;*

*... en réduisant et en encadrant la capacité de l'Etat à accéder à la rente sans contrôle ;*

*... en repensant le financement et le ciblage des transferts sociaux pour s'assurer qu'ils puissent jouer durablement, équitablement et efficacement leur rôle de redistribution sociale.*

Réduire l'accoutumance de l'Etat et de la société à la rente permettra d'utiliser ce qui nous en reste pour amorcer le développement rapide du pays sur de nouvelles bases, plus saines, plus stables et durables.

## Redevable envers la société

Afin que l'Etat, à tous les niveaux, rende des comptes à ses citoyens et à ses représentants. Qu'il soit redevable de ses décisions, de ses actions, de ses dépenses, de ses objectifs et de ses résultats :

*... en l'engageant, ainsi que chaque institution publique, sur des objectifs mesurables et publiés, qui seront évalués de manière indépendante et transparente, notamment par la société civile.*

*... en s'assurant, par exemple, que le Directeur d'hôpital soit le premier responsable de la qualité des soins dans son établissement, et de l'accueil des patients et de leurs accompagnants. Qu'il soit évalué sur ces bases, de manière transparente et indépendante sur des objectifs publiés.*

*... que le Doyen universitaire soit évalué sur la qualité de l'enseignement et de la recherche, et sur les taux de réussite et de placement de ses étudiants sur le marché du travail.*

*... que le Maire soit responsable devant ses électeurs de la qualité des services de proximité et des investissements locaux. La qualité des services publics sera ainsi mesurée et connue de tous.*

*... que le Ministre rende des comptes sur ses résultats par rapport à des objectifs rendus publics. Pour que l'impunité et l'opacité de l'action publique cessent dans toute la chaîne décisionnelle.*

## Ouvert au changement

Afin que l'Etat ne soit plus figé dans des postulats idéologiques en décalage avec l'évolution du monde, de sa propre société et celle du savoir :

*... un Etat ouvert à la mise en lumière de ses erreurs et aux changements de cap ;*

*... ouvert à l'évaluation indépendante de ses actions et à leur remise en question;*

*... ouvert aux expériences réussies dans le monde ;*

*... ouvert aux compétences nationales et à l'apport de l'expertise étrangère ;*

*... ouvert à l'innovation et à l'expérimentation à échelle réduite des politiques publiques, pour en tester la pertinence, en faire l'apprentissage, et décider de les généraliser ou de les abandonner ;*

Afin que les politiques de santé, d'éducation, d'emploi, d'entrepreneuriat, ou d'autres secteurs, soient ouvertes à l'évaluation par des experts indépendants, par la société civile et par les élus. Afin que les décisions de changer ces politiques, ou de les abandonner soient basées sur ces évaluations publiques.

## **I**nclusif des citoyens dans ses décisions et dans son fonctionnement

Afin que l'Etat inclue les citoyens dans un nouveau pacte d'engagements réciproques :

*... en garantissant, dans les textes et dans les faits, le respect des libertés fondamentales, dont les libertés d'association, libertés de la presse et libertés d'action de la société civile ;*

*... en incluant les citoyens et leurs instances de représentation, dont l'APN et la société civile, dans les débats et la conception des politiques publiques, dans le suivi de leur mise en œuvre et dans leur évaluation. Un Etat dont le fonctionnement repose sur l'écoute, la concertation et le dialogue social ;*

Afin que, par exemple, les choix économiques et les mesures envers les entreprises impliquent réellement et de façon continue les acteurs du monde de l'entreprise, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre ;

Pour que les politiques urbaines, les actions culturelles, et les choix de politiques de proximité impliquent les citoyens concernés. Que les choix d'urbanisme, qui modifient durablement la vie des citoyens, impliquent des experts indépendants et soient soumis à la consultation des populations concernées.

## **T**ransparent dans ses actions et sa performance

Afin que l'utilisation des deniers publics, les décisions de l'Etat, ses objectifs, ses actions et sa performance soient transparents. Afin que cesse l'opacité qui entoure aujourd'hui la chose publique :

*... en consacrant le droit à l'information et l'accès sans contraintes des citoyens, de leurs représentants, des acteurs de la société civile et des chercheurs aux données administratives publiques, aux contenus de tous les contrats publics, aux documents publics, aux performances financières de toutes les entreprises publiques ; aux décisions de justice et aux statistiques ;*

*... en publiant les projets de textes de lois avant leur adoption pour qu'ils puissent être débattus et commentés ;*

*... en publiant les performances des institutions et des politiques publiques dans tous les secteurs et à tous les niveaux, ainsi que les évaluations dont elles feront l'objet.*

## **S**tratégie dans ses ambitions

Un Etat clair dans sa vision, dans la trajectoire de développement qu'il donne au pays et dans sa stratégie.

Afin que dans chaque secteur, l'Etat soit porteur d'une vision cohérente, ambitieuse et volontariste.

Un Etat aux côtés des acteurs. Moins gestionnaire et plus stratège et régulateur.

Un Etat de DROITS, porteur d'une ambition collective de développement et de progrès social.

---

## Manifeste pour une voie nouvelle

*Refonder l'action de l'Etat et sa relation au citoyen*

مستقلة من المحروقات	Vers un Etat de DROITS	Détaché de la rente
مسؤولة أمام المواطنين		Redevable
منفتحة	لبناء دولة الحقوق	Ouvert
تشمل و تستمع لمواطنيها		Inclusif
شفافة		Transparent
استراتيجية		Stratège

## نداء لمسار جديد للجزائر

لبناء حوكمة حديثة و علاقة جديدة بين الدولة و المواطن

---